Michaël MEYER, dir., *Médiatiser la police. Policer les médias*

Lausanne, Antipodes, coll. Médias et histoire, 2012, 222 p.

Gérald Arboit

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/8577>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.8577

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 31 août 2013

Pagination : 460-462

ISBN : 978-2-8143-0162-7

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Gérald Arboit, « Michaël MEYER, dir., *Médiatiser la police. Policer les médias* », *Questions de communication* [En ligne], 23 | 2013, mis en ligne le 30 septembre 2013, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/8577> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.8577>

l'ambiguïté tendancielle du cinéma hollywoodien » (*Réseaux*, 99, 2000, pp. 99-130). Selon le théoricien, le cinéma hollywoodien a produit quantité de films comportant des niveaux de lecture différents et souvent contradictoires, de sorte que chaque téléspectateur y trouve relayée sa position sur tel ou tel sujet. Ce discours ambigu, l'auteur le nomme « *double speak* », ou « ambiguïté tendancielle », et le définit ainsi : « Une multiplicité structurellement articulée de polysémies, déterminant des lectures diverses et parfois contradictoires du film dans son ensemble » (Burch, 2000 : 110). Pour saisir l'ambiguïté permanente de *Desperate Housewives*, on pourrait également envisager d'utiliser ce concept, considérant que la série est à la fois progressiste et conservatrice, féministe et sexiste, tout en l'inscrivant dans la tradition de la production américaine à succès.

Nathalie Nadaud-Albertini

CEMS, École des hautes études en sciences sociales,
F-75013
nnadaud@noos.fr

Michaël MEYER, dir., *Médiasiser la police. Policer les médias*.

Lausanne, Éd. Antipodes, coll. Médias et histoire, 2012, 222 p.

Au moment où l'« Étude sur le management et le stress au travail » au sein de la police (Stéphanie Arc, « La police se livre », *Journal du CNRS*, 265, mars-avr. 2012), menée par Mathieu Molines, doctorant en sciences de gestion au Centre de recherche et de management de l'université Toulouse I Capitole, montre notamment que 87,1 % des policiers français estiment que les médias dévalorisent leur rôle, il est bon de se plonger dans cette étude dirigée par Michaël Meyer, premier assistant au laboratoire de sociologie de l'université de Lausanne. L'auteur confirme l'idée selon laquelle « les policiers forment un groupe inquiet des standards médiatiques de compréhension des missions de police » (p. 12). Mais ce constat de départ doit permettre d'« interroger conjointement la présence intermédiaire et la force sociale du double du policier » (p. 11), alors que Mathieu Molines, travaillant avec le soutien logistique d'un syndicat policier (Alliance-Police nationale), dressait une radiographie plus complète d'un métier particulier. Le livre franco-suisse (43-50 %, les 7 % restant étant britanniques) dirigé par Michaël Meyer entend se contenter de déconstruire ces schémas médiatiques qui « produisent des anticipations et des spéculations de la part des personnes susceptibles de rencontrer l'univers professionnel représenté » (p. 14) par les

médias, notamment audiovisuels. Autrement dit, il apporte un éclairage extérieur au constat énoncé par l'étude de Mathieu Molines. Cette interrogation « sur la mythologie de la police dans la société occidentale contemporaine » (p. 16) est menée à partir de 14 points de vue de sociologues (29 %), de policiers (22 %), d'historiens (14 %) et, marginalement, de chercheurs en sciences de l'information et de la communication, de politistes, de criminologues, de linguistes, de professionnels des médias. Ces derniers, avec les policiers, ne représentent que 29 % des auteurs d'un ouvrage qui reste celui de scientifiques, dont 14 % en sont encore à préparer leur doctorat.

S'interrogeant sur « la prééminence de la police et des policiers dans la culture populaire et médiatique » (p. 16), l'ouvrage entend montrer comment les médias, le public et les intérêts professionnels ont finalement installé un spectacle de la répression du crime. Pour cela, il entreprend d'étudier la police, sa médiatisation et sa mise en communication. Cherchant à confronter le policier à son double médiatique, Michaël Meyer consacre son introduction (pp. 5-20) à un état des lieux de la recherche en sciences sociales. Pour sa part, Nicolas Quinche (pp. 21-37) analyse le processus de vulgarisation en criminologie qui oppose, depuis le début du XX^e siècle, deux logiques, celle de la médiatisation d'une connaissance particulière et celle de la volonté de ses patriciens de maintenir leur privilège sur ce savoir. Ce processus concentre aussi l'attention de Rob Mawby (pp. 85-106). Poursuivant l'approche de l'historien suisse, ce criminologue britannique s'interroge sur les effets de cette médiatisation de la police, entre fiction et non-fiction. Et de conclure que la fidélité à la réalité professionnelle est souvent moins primordiale que le renvoi à des modèles médiatiques déjà connus. Ainsi des « images tronquées » s'établissent-elles, faites d'héroïsme mais de répression, de corruption, d'incompétence. Cette « image publique de la police [...] brouillée, sans certitude et constamment sujette à réinterprétation » (p. 107) est aussi de la responsabilité de la communication policière. La linguiste suisse Stéphanie Pahud (pp. 53-69) le démontre bien en déconstruisant les stratégies de communication des polices de Suisse romande privilégiant la féminisation. Chargé de communication de la police municipale de Lausanne – une fonction créée au printemps 2004 –, Jean-Philippe Pittet (pp. 199-208) n'écrit pas autre chose lorsqu'il évoque « le secret de fonction [qui] implique de savoir ce qui peut-être dit et ce qui doit être maintenu secret » (p. 208). Certes, entre ces deux bornes, doivent naviguer les communicateurs officiels, mais cet intervalle est également l'espace dans lequel les médias cherchent à s'insérer. La traduction

fictionnelle de cette ambivalence se retrouve dans l'exemple étudié par Nicolas Rafin (pp. 71-83), doctorant français en sociologie. Disséquant la série française à succès *Plus belle la vie* (Besson, Podroznik, 2004), il y révèle le quotidien d'une police de proximité, « aux dimensions empathiques, compréhensives et indulgentes » (p. 82) tout en étant marquée par des « travers (racisme, alcoolisme, corruption, non-respect des règles procédurales, etc.) [...] s'inspirant de prénotions véhiculées sur le corps policier » (p. 83). Le plus étrange est que la fiction a rejoint l'actualité lorsque Marseille, où se déroule l'intrigue de la série, est devenue le lieu de révélation de véritables dérives policières (octobre 2012). Cet effet en retour de la médiatisation des policiers médiatisés est le propos de Sylvain Maresca (pp. 143-162), dont Nicolas Rafin est l'étudiant. Ce professeur de sociologie s'interroge sur le paradoxe de la revendication du « droit à l'image » de ces fonctionnaires à partir des conflits qui les opposent aux photographes de presse. Ce faisant, il perpétue une forme d'idées reçues sur la police, puisqu'il considère comme la volonté des policiers de protéger l'anonymat qui devrait être le leur après qu'ils soient redevenus des citoyens ordinaires comme étant « en contradiction avec les devoirs de [leur] fonction et vers[ant] dans l'abus de pouvoir » (p. 162). Un travers dans lequel n'entre pas le photographe marseillais Laurent Kaczor (pp. 179-197) puisqu'il avoue se sentir « aussi un peu flic parfois, à force » (p. 187). Il faut tout le brio d'une historienne de l'art, la Suisseuse Elisa Rusca, pour les départager. Elle remémore que, très tôt, la photographie a été un outil des policiers et consacre son propos à la police scientifique. L'esthétique du réel et du morbide des scènes de crime s'en trouve tout autant décontextualisé pour les besoins de l'enquête. « Dans la situation actuelle de confusion des genres et des techniques », cette opposition entre points de vue des policiers ou du sociologue « ramène à un débat stérile » (p. 51).

Le propos muséographique d'Elisa Rusca permet au politologue français Mathieu Zagrodzki (pp. 109-126) de voir la police comme un canal de communication avec les citoyens, « selon les préceptes du *community policing* » (p. 109). Ce concept de police de proximité, usité à Los Angeles depuis 1979, vise à construire une forme de partenariat entre la police et la population qu'elle sert et protège. Pour cela, des réunions sont organisées afin « d'assurer une sorte de "service après-vente" venant apaiser les éventuels points de discorde naissant d'interventions controversées » (p. 126). Naturellement, ces réunions police-public répondent d'abord à une situation particulière, celle de la violence policière américaine. Mais elles aboutissent à un constat universel car elles ont contribué à

améliorer l'image de la police, tant auprès des officiers, chargés d'y faire respecter la loi, que des minorités ethniques, fortement malmenées, dans les années 60, par ce corps de la ville de Los Angeles. Le même constat, à une toute autre échelle toutefois, celle de la police cantonale de Lausanne, est fait par l'officier de gendarmerie suisse Alain Gorka (pp. 189-198). Formateur dans le domaine de la police de proximité, il pose le problème à partir de la visibilité des forces de l'ordre auprès des populations et des médias. S'il élargit le prisme, il en revient à la même conclusion qu'à Los Angeles : « La police passe du statut d'"autorité" visible répressive à celui de partenaire "immergé", donc beaucoup plus discret, faisant partie des acteurs ordinaires de la vie publique » (p. 198). Cette reconfiguration du rapport entre « efficacité » et « visibilité » des actions de police aux États-Unis comme en Suisse montre que, partout, la seconde devient une condition décisive de la première. Ainsi que le montre le doctorant franco-suisse en sociologie David Pichonaz (pp. 127-142), celle-ci est devenue une préoccupation policière majeure, notamment dans la construction d'un discours sur la délinquance des jeunes. Se fondant sur l'analyse du discours produit par la police suisse, David Pichonaz révèle une « inquiétude » de ce corps constitué contraint « par le champ professionnel au sein duquel [elle est] produit[e] » (p. 141). La professionnalisation des services policiers de communication participe à la formation d'une communication destinée à répondre aux interrogations non du public, mais de ces médiateurs que sont les journalistes. Cette communication spécifique n'est pas sans poser problème puisque « les titres de presse les plus proches du pôle commercial du champ médiatique » vont inmanquablement opter « pour un cadrage alarmiste » (p. 141). Nicolas Rafin n'écrivait pas autre chose lorsqu'il insistait sur les différentes influences auxquelles étaient soumis les scénaristes des séries télévisées (pas uniquement policières d'ailleurs) : celles des producteurs et des vendeurs de programmes, dans un univers aussi concurrentiel que celui de l'actualité. Aucun des deux chercheurs ne va jusqu'à utiliser le terme « *infotainment* », mais comment qualifier autrement cette collusion entre discours et intérêts publics, qui ne résiste guère à une analyse sérieuse et statistique – pour ce qui concerne l'insécurité. Guillaume Le Saulnier (pp. 163-175), maître de conférences en sciences de l'information et de la communication, traite, à ce propos, de la « féchitisation », à savoir l'effacement de la réalité vécue sous l'emprise de stéréotypes réducteurs » (p. 175). Mais il envisage la police non plus comme un acteur médiatique, mais comme un consommateur de

médias. L'auteur renvoie les policiers à leur propre image véhiculée dans la presse et dans les fictions télévisuelles. Et celle-ci n'est pas à leur goût, même si elle participe d'une « socialisation professionnelle des policiers » (p. 175). Si Guillaume Le Saulnier ne recherche pas « les raisons de ce jugement négatif dans les logiques de fonctionnement du champ médiatique » (p. 175), l'officier de gendarmerie français Thierry Davaut (pp. pp. 206-216) ne s'en prive pas. Comme son collègue Jean-Philippe Pittet, il évoque les pressions médiatiques qui pèsent sur les épaules des policiers, tout en montrant qu'il s'agit plutôt de relations plurielles entre deux modes. Elles reposent aussi bien sur la confiance et la prudence que sur l'instrumentalisation consciente et, parfois, l'amitié. Enfin, de l'ouvrage ressort la démonstration que, aujourd'hui, aucun milieu professionnel ne peut rester en marge du processus de communication. En effet, il existe une demande, plutôt qu'une surveillance ou une exigence, médiatique de tous les instants.

Gérald Arboit

CRULH, université de Lorraine, F-54000
gerald.arboit@aliceadsl.fr

Naomi ORESKES, Erik CONWAY, *Les Marchands de doute*.

Trad. de l'américain par Jacques Treiner, Paris, Éd. Le Pommier, 2012, coll. Essais et documents, 524 p (éd. originale : New York, Bloomsbury Press, 2010).

Voici un livre que chacun devrait lire, que ce soit avec des yeux de citoyens ou de scientifiques. Écrit par deux historiens des sciences américains (l'une à l'université de Californie, l'autre à la NASA), ce livre indispensable est une implacable démonstration qui intéressera autant les citoyens curieux que les scientifiques en général, dont spécifiquement les chercheurs en communication. Par enquête propre dans les archives et mobilisation de travaux publiés par des journalistes ou des chercheurs, les auteurs réunissent les savoirs disponibles pour retracer les trajectoires argumentatives, toutes plus machiavéliques et mensongères les unes que les autres, des industriels et scientifiques qui ont versé dans le relativisme ou le négationnisme scientifiques, depuis quelques décennies. À partir des cas du risque cancérigène du tabagisme, des interprétations à donner du trou dans la couche d'ozone, des pluies acides, du réchauffement climatique, ou encore de l'initiative de défense stratégique, les auteurs démontrent avec une minutie chirurgicale l'ampleur des manipulations auxquelles des lobbies américains se sont livrés pour nier l'ampleur des problèmes, voire l'existence même d'un problème.

Le livre mérite d'être lu pour regarder différemment nombre de controverses scientifiques qui alimentent régulièrement l'actualité. Il est d'un apport précieux pour l'histoire des sciences car il remet en perspective critique plusieurs fausses controverses scientifiques. Il offre une synthèse instructive sur le plan politique, car il met au jour les réseaux d'influence américains qui ont financé des stratégies de mise en doute systématique d'enjeux de société et écologiques majeurs et des campagnes de dénigrement *ad nominem* contre des scientifiques qui jouaient le rôle de donneur d'alerte (« *whistleblower* »). Il est aussi très précieux pour la mise en évidence des failles d'une certaine idée de l'objectivité journalistique, qui ouvre un boulevard à beaucoup de manipulateurs patentés. L'ouvrage ne peut laisser indifférent. Il génère des sentiments qui oscillent entre incrédulité, indignation et écœurement face aux faits dévoilés et à la répétition sur des décennies des mêmes stratégies avec les mêmes cynisme et efficacité dilatoire. Ainsi la rhétorique de la « science poubelle » mise au point dans les *think tanks* conservateurs s'accompagne-t-elle de l'existence d'un guide pratique (*Bad Science: A Resource Book*, édité en 1993) « pour négateurs scientifiques, qui comporte de nombreux exemples de stratégies efficaces pour miner la science, et fournit une liste d'experts scientifiques réputés, disposés à fournir, sur tout sujet, les arguments *ad hoc* dont un *think tank* aurait besoin » (p. 18).

Sur des questions d'intérêt général, sanitaire et universel, on voit à l'œuvre l'étroitesse d'esprit et de vue des intérêts économiques américains conservateurs qui, pour sauver leur *business*, mettent en œuvre des campagnes de déni de faits objectivés par des méthodes scientifiques rigoureuses, en profitant des failles de la méthode scientifique. Grâce aussi à la complicité de médias complaisants, tout aussi conservateurs que leurs actionnaires et partenaires dans ces campagnes de dénigrement. On entend souvent des propos à l'emporte-pièce sur de pseudo-complots. La vertu de volume est de décrire avec froideur et rigueur des mécanismes concrets d'influence et de manipulation, sans verser dans le complotisme, en restant factuel, en mettant au jour les réseaux croisés d'influence : « Une étude académique a montré que parmi les 56 livres climato sceptiques publiés dans les années 1990, 92 % étaient liés à ces fondations de droite » (p. 385).

L'ouvrage reprend les révélations des fameux « *tobacco papers* » (archives de l'industrie du tabac auxquelles la justice américaine a eu accès pour finalement les condamner) et montre les manœuvres cyniques pour créer artificiellement une pseudo-